

Appel à communication
Colloque : « Travail de politisation : pratiques et réceptions »
15-16 janvier 2020, Université de Lille (Campus Moulins)

Le colloque « Travail de politisation : pratiques et réceptions » part d'un double constat. D'abord, celui, dans le contexte sociopolitique actuel, d'une désaffection de plus en plus généralisée pour les formes de la politique institutionnelle (dont témoigne par exemple des taux d'abstention grandissants) et d'un déclin des structures traditionnelles d'encadrement politique des citoyen.nes ordinaires (dont les partis politiques, les syndicats) (Lorenzo Barrault-Stella, Brigitte Gaïti, Patrick Lehingue 2019). Ensuite, celui de l'émergence de nouvelles formes de participation politique témoignant d'une volonté d'implication des citoyen.nes les plus distant.es de la politique spécialisée (mouvements des gilets jaunes, pour le climat, contre les violences faites aux femmes, etc.). La fragilité du lien entre les citoyen.nes et leurs dirigeant.es n'empêche donc pas des réappropriations de causes ou des outils par les dominé.es. A partir d'une approche en termes de "travail de politisation", ce colloque propose d'étudier les pratiques et processus renouvelés par lesquels certain.es acteurs et actrices cherchent à amener les personnes ou les groupes à certaines formes de rapport au politique.

Pour cela, il s'inscrit dans les développements récents et parallèles qu'ont connu plusieurs disciplines de sciences sociales autour des notions de « politisation » et de « travail ».

D'un côté, les recherches autour de la politisation se sont considérablement enrichies, notamment depuis le début des années 2000, passant d'une attention exclusive à la « politisation des individus » à une appréhension en termes de politisation des pratiques et de politisation comme processus social (François Buton, Patrick Lehingue, Nicolas Mariot, Sabine Rozier, 2016). En effet, elles se sont élargies vers l'étude des processus de « requalification » de certains objets comme objets légitimes du champ politique spécialisé dans différents contextes historiques et sociopolitiques (Jacques Lagroye 2003; Laurent Le Gall, Michel Offerlé, et François Ploux 2012). De plus, un ensemble de travaux reposent sur une conception moins légitimiste qu'agonistique de la politique, considérant les processus de politisation comme des formes d'expression et d'organisation des conflits et clivages structurant les sociétés (Chantal Mouffe 1999; Sophie Duchesne et Florence Haegel 2004). Au niveau des pratiques, un ensemble de travaux se sont intéressés aux processus de mise en débat des troubles et injustices vécus (de la « conflictualisation » et de la « montée en généralité » : Camille Hamidi 2010) ainsi qu'aux procédures par lesquelles les acteur.rices évitent de rendre visible les soubassements politiques de leurs activités (Nina Eliasoph 2010 et 2011 ; Mathieu Berger, Daniel Cefaï et Carole Gayet-Viaud (dir.) 2011).

D'un autre côté, le choix d'aborder les pratiques et les processus de politisation (et de dépolitisation) sous l'angle du travail, permet de rétablir des formes d'apprentissages, de savoir-faire et d'expertises, complémentaires à un registre de l'engagement. En ce sens, l'épistémologie féministe a permis de mettre à jour des formes non rémunérées d'activités répétées de production et de reproduction de la politisation demandant une certaine technicité (Christine Delphy 2003; Elsa Galerand et Danièle Kergoat 2008) et ce, même quand ces activités et leurs rétributions restent gratuites, informelles ou invisibles (Maud Simonet-Cussot 2010). Par ailleurs, l'angle du travail de politisation implique d'étudier différentes formes de professionnalisation de ces activités, qui permettent d'aborder la standardisation, la technicisation propres aux dynamiques de professionnalisation et d'institutionnalisation. Pour certain.es auteur.es, ces formes d'institutionnalisation peuvent conduire à une dépolitisation (Mathilde Pette 2014; Claudie Baudino 2000; Petra Meier et David Paternotte 2017). Les transformations de la commande publique et l'évolution des relations entre acteur.rices

intermédiaires et pouvoirs publics ont pu contribuer à la déconflictualisation d'entités intermédiaires telles que les associations (Catherine Neveu 2003), les acteur.rices du travail social (Jacques Ion 2005), les professionnel.les de la participation (Magali Nonjon 2006), les leaders communautaires (Raphaëlle Parizet 2013) mais également les élus (Fabien Desage et Guéranger 2011). Pour autant, l'institutionnalisation et l'imposition de logiques néo-managériales ne conduit pas linéairement à une dépolitisation, tant les formes de contestation persistent (Dominique Masson 2015 ; Blanchard et al. 2018). Dans les sphères associatives ou du community-organizing, le registre néo-managérial de l'action publique peut parfois permettre aux groupes organisés de « prendre l'État au mot » pour réaffirmer des formes d'autonomie à visée émancipatrice (Anaïk Purenne 2016 ; Julien Talpin 2016). Ces structures et les acteur.rices qui les habitent deviennent, à travers leur professionnalisation, à même de retraduire certains enjeux et de se faire « bilingues » entre discours dominant et discours contestataire, notamment auprès des publics visés (Stephanie Paterson et Francesca Scala 2017). L'approche par le travail de politisation conduit donc à s'intéresser aux chaînes de prescriptions, aux pratiques de transmission de ces dernières aux acteur.rices et aux "publics" visés, et aux processus d'appropriation par lesquels celles-ci sont reconduites, transformées, détournées voire subverties (Guillaume Gourgues et Alice Mazeaud 2018).

Ainsi défini, le « travail de politisation » recouvrera dans ce colloque toutes formes de tentatives ou d'efforts, plus ou moins institutionnalisés, structurés, organisés, routinisés visant plus ou moins explicitement à façonner le rapport au politique de personnes ou de groupes sociaux, c'est-à-dire à la fois leur rapport à la politique institutionnelle et leur rapport à la conflictualité sociale. Ces efforts pourront prendre la forme d'un travail, plus ou moins formalisé ou à l'inverse régi par des normes informelles, plus ou moins reconnu, de mise en visibilité ou bien d'invisibilisation des enjeux politiques sous-jacents aux activités, aux problèmes, aux publics visés : de politisation ou de dépolitisation des pratiques. Cette focale d'analyse permettra de faire dialoguer dans une démarche comparée des travaux portant sur des objets et des acteur.ices différent.es. Parmi ces dernier.es, l'attention sera notamment portée aux figures d' « entrepreneur.ses de politisation » (Myriam Aït-Aoudia, Mounia Bennani-Chraïbi, et Jean-Gabriel Contamin 2011) (et, à l'inverse, d'entrepreneu.ses de dépolitisation), d' « intermédiaires », de « passeur.ses » qui, plus ou moins contraint.es ou volontaires, prennent en charge ce travail auprès des publics qu'ils visent (collectif du 9 août, 2017). Enfin, une telle approche favorisera la construction de ponts théoriques entre différents sous champs épistémologiques (sociohistoire, sociologie, science politique, anthropologie, ethnographies de l'engagement, du travail, de l'action collective, de l'action publique ou des métiers du politique...).

Axe 1 : « Nous » et « Eux », la constitution des frontières sociales et leur (dé)politisation

Dans cet axe, les communications interrogeront les pratiques et processus par lesquels certain.es acteur.ices cherchent à promouvoir, pour eux et/ou pour d'autres, certaines manières de faire groupe, de s'auto-identifier en réaction ou non aux catégories du monde social et aux rapports de domination, et de dessiner une cartographie et des frontières du monde social dans lesquelles ils s'inscrivent, se distinguent et éventuellement s'opposent à certains « eux » (Richard Hoggart, 1970; Laurent Thévenot et Michèle Lamont 2000; Rogers Brubaker 2001; Nina Eliasoph et Paul Lichterman 2003). Par quelles pratiques les acteur.ices cherchent-elles à construire du « nous » ? Ces pratiques sont-elles de l'ordre de la prescription ou s'inscrivent-elles dans une dynamique collective par laquelle les publics visés sont associés à la définition des contours de la communauté ? Dans quelle mesure les acteur.ices associent-elles ce « nous » à l'identification de « eux » ? Leur désignation se fait-elle sur le mode de la

conflictualisation, de la dénonciation (Sophie Duchesne et Florence Haegel 2004; Camille Hamidi 2006) ? Dans quelle mesure cherchent-elles à appuyer la constitution de la « groupalité » sur la dénonciation d'institutions, d'autres groupes sociaux, ou d'injustices plus impersonnelles ? Ce travail de politisation se contente-t-il de chercher à construire du commun ou bien vise-t-il à nourrir et soutenir des dynamiques de mobilisation collective et de publicisation des problèmes dénoncés (Dewey 2010 ; Daniel Cefaï et Cédric Terzi (dir.) 2012) ? Dans quelle mesure cherche-t-il aussi à construire des alliances ou coalitions avec d'autres entités (Julien Talpin 2016) ? Quels sont les instruments de ce travail ? Ce travail se fait-il dans des scènes ouvertes et recouvre-t-il des efforts d'inclusion et de diversité, ou bien a-t-il lieu dans des espaces protégés, reculés, non mixtes, voire dissimulés au sein desquels il s'agit surtout de pouvoir construire un texte caché de la domination et d'organiser certaines résistances pratiques (James Scott 2009 ; Thomas Chevallier 2018) ? Dans quelle mesure ce travail de construction d'un « nous » et de « eux » entre-t-il en résonance ou en tension avec d'autres frontières sociales ou lignes de division, constituées dans le monde social et dont certains acteur.ices, des entrepreneur.ses de politisation aux participant.es les plus ordinaires, sont porteur.ses, auxquelles ils et elles sont attaché.es ? Dans quelle mesure et par quels biais ce travail de construction de l'identité collective s'inscrit-il dans une routine, des techniques et des organisations nuisant à la dynamique de mobilisation (Polletta 2004) ? Comment les pouvoirs publics ou d'autres acteurs institutionnels influent-ils sur ce travail, comment y font-ils obstacle ou bien le favorisent-ils, même malgré eux ?

Axe 2 : La fabrique institutionnelle de la citoyenneté, entre conformation et résistances

Cet axe s'intéresse aux dispositifs et pratiques par lesquels des acteur.ices institutionnel.les ou partenaires des institutions et notamment de l'action publique, élu.es, fonctionnaires et autres agent.es techniciens concourent à la production et à la diffusion d'une lecture dépolitisée de l'action publique et des problèmes sociaux et à des modes d'agir non conflictuels. Les communications porteront notamment sur les acteur.ices des politiques éducatives, de jeunesse, de sport, associatives, d'animation, des quartiers, culturelles, de développement etc. ayant pour objectif de « rendre acteurs », de « faire participer » ou de favoriser « l'engagement citoyen » auprès de certains publics (souvent dominés), c'est à dire dans une certaine mesure à enseigner « la citoyenneté ». Qu'il soit de l'ordre du travail éducatif ou de formation professionnelle (Damien Boone 2013; Wilfried Lignier et Julie Pagis 2017), du travail social ou de l'éducation populaire (Catherine Neveu 2003; Eliasoph 2011; Marion Carrel 2013), des projets de développement (Raphaëlle Parizet 2013; Marie Saiget 2017), de la démocratie participative (Julien Talpin 2011) ou même des pratiques clientélistes (Javier Auyero et Ayse Güneş-Ayata 1997; Jean-Louis Briquet 1999; Hélène Combes et Gabriel Vommaro 2012), quel rapport à la politique légitime et à la conflictualité sociale ce « travail sur la citoyenneté » promeut-il ? S'agit-il d'un rapport conventionnel, pacifique, docile, compétent, mobilisé, conflictuel, violent, impliqué, clientélaire, distant, etc. ? Où, par quels acteurs et suivant quelles chaînes de prescriptions sont définis et façonnés ces rapports au politique ? Cette définition induit-elle des processus d'exclusion, d'auto-exclusion ou plutôt d'inclusion ? Est-elle bien acceptée par les acteur.ices en charge de la prescrire aux publics, et par les publics eux-mêmes ? Par quelles pratiques et dans quel cadre ces acteur.ices exercent-ils leur rôle de « prescripteur.ices de citoyenneté » (Elise Palomares et Aude Rabaud 2006) ? Cherchent-elles à s'approcher le plus possible des définitions institutionnelles ou sont-elles amené.es à se les approprier en s'en distanciant ou encore à faire valoir des définitions alternatives émanant d'autres cultures professionnelles ou militantes (Jacques Ion 2005) ? Quelles contraintes (par exemple managériales) les institutions font-elles peser sur leurs pratiques afin d'en contrôler l'orientation et comment ces acteur.ices s'en accommodent-elles ? Quel rapport à la conflictualité sociale ces acteurs entretiennent-elles ? Cherchent-elles à

promouvoir ce rapport ou bien sont-ils amenés à le taire (Javier Auyero, Pablo Lapegna et Frederica Poma 2010) ?

Axe 3 : Politisation et dépolitisation de l'identité politique individuelle

Si l'approche élargie conduit à s'intéresser aux acteur.rices et objets non spécifiquement désigné.es comme politiques, elle permettra également de réinterroger le travail des personnalités et professionnel.les de la politique (élu.es, porte-parole, etc.), plus particulièrement les manières dont ils et elles cherchent à promouvoir certaines façons de faire de la politique pour eux/elles et d'y participer pour les autres. À la rencontre de l'offre de représentation et des modes effectifs d'exercice de celle-ci, les communications pourront interroger les pratiques visant à construire une identité politique individuelle, et par là à rendre compte de carrières et à relier les choix personnels à un certain rapport à la politique institutionnelle (à la compétition électorale, à la politique partisane, à l'exercice des mandats, etc.) et à la conflictualité sociale. Dans leur travail de présentation de soi politique, qu'est-ce que les acteur.rices choisissent de mettre en avant ? De quelles manières, par quelles constructions discursives ? Comment ces choix d'identité stratégique sont-ils effectués ? Ces choix sont-ils effectués à distance des représenté.es, par des dispositifs de communication publique, ou en contact avec eux/elles, dans la proximité (Christian Le Bart, Rémi Lefebvre et Collectif 2005) ? Quel poids y exercent les échanges et pratiques de travail des collaborateur.rices politiques ? Témoignent-ils d'une prétention à représenter, à incarner un rapport au politique attaché à certains groupes sociaux (Virginie Dutoya et Samuel Hayat 2016) ? Ou bien découlent-ils de normes émanant de la professionnalisation politique et institutionnelle et de l'autonomisation du champ politique spécialisé ? Parmi ces impératifs et ces choix, les communications pourront notamment tenter de comprendre comment les acteur.rices politiques sont amené.es à déconflictualiser leur identité politique, c'est-à-dire à promouvoir des pratiques de coopération et à disqualifier certaines postures de dénonciation et de remise en cause des institutions politiques légitimes. Une attention particulière sera apportée aux travaux portant sur les dispositifs de construction de l'image politique, notamment dans les cabinets, comprenant à la fois les techniques utilisées et les systèmes de relations, d'échanges, d'obligations entre différent.es acteur.rices visant à maîtriser l'identité individuelle des élu.es ou porte-parole en leur attachant une certaine offre de politisation.

Axe 4 : Le travail de politisation des chercheur.ses

Enfin, ce colloque mettra en question les formes plus ou moins assumées de travail de politisation assurées par les sociologues du politique. Les sciences sociales se sont largement interrogées sur l'intervention des chercheur.ses dans la société et sur le rapport au politique des individus et collectifs, en se demandant si celle-ci ne devrait être pensée que par la contribution à la science et dans ce cas chercher à se mettre à distance de ses propres objets. Certains travaux et sociologues ont néanmoins cherché à assumer l'inscription des sociologues dans le monde social et dans les objets étudiés, à mettre la science au service de l'action publique et militante et de la transformation sociale (Alain Touraine 1983; Michael Burawoy 2009; Eric Fassin et Alban Bensa 2008; Anne-Marie Devreux 2011; Xavier Dunezat 2011). Des communications pourront nourrir ce débat en partant d'expériences assumées d'intervention politique ou militante de chercheuses et chercheurs sur leurs terrains d'enquête, que ce soit dans le cadre de recherches participatives ouvertement mises en œuvre ou d'enquêtes ethnographiques effectuées plus discrètement. Elles pourront aussi revenir sur la réception dans le monde universitaire d'engagements politiques, ou sur des injonctions à la politisation de chercheur.ses sur des terrains faisant l'objet de réprobation parmi les pairs (Daniel Bizeul, 2008). Quelles pratiques de politisation sont mises en place par les

chercheur.ses ? Comment sont-elles pensées ? Sont-elles définies à partir d'une phase préalable d'observation ? Dans quelle mesure les outils de la recherche permettent-ils de calibrer ces pratiques au fur et à mesure de leur mise en œuvre ? Peut-on parler, et si oui quand, d'une entreprise de politisation « réussie » ? Quand le ou la chercheur.se a-t-il l'impression d' « aller trop loin » ? Comment le chercheur ou la chercheuse enquête-t-elle les situations dans lesquelles ille intervient lui-même pour apporter du politique, et donc se prend-il ou elle comme objet de recherche (ses réactions, ses impressions, ses sentiments, etc.) ? Quelles contraintes rencontre-t-elle ou il dans ce type d'interventions ? Proviennent-elles des publics eux-mêmes, des institutions, d'autres entrepreneur.ses de politisation concurrent.es ?

Conditions de soumission de proposition

Ce colloque valorisera des travaux fortement appuyés sur des matériaux empiriques, et notamment ethnographiques dans la mesure où l'approche met l'accent sur les pratiques et les processus effectifs du travail de politisation et/ou de sa réception. Les propositions pourront concerner des échelles diverses, du très local à l'international. Les efforts pour articuler différentes échelles de processus de politisation (politisation dans les interactions de vie quotidienne et associatives/ dans les interactions entre organisations dans un quartier / dans une ville, une région, un pays etc.) pourront d'ailleurs être spécialement regardées.

Les propositions de communication ne devront pas dépasser 5000 signes (espaces compris) à l'adresse e-mail : travaildepolitisation@gmail.com. Les personnes en charge de la sélection seront sensibles aux efforts fournis par les auteur.es pour inscrire leurs travaux dans l'approche proposée et faire dialoguer leurs cadres théoriques respectifs avec celle-ci. Les propositions devront bien présenter les objets, acteur.rices et pratiques étudié.es. Elles devront être envoyées au comité d'organisation pour le 30 septembre 2019.

Comité scientifique

Laurence Bherer (CPDS, université de Montréal) ; Anne Bory (CLERSE, université de Lille) ; Jean-Louis Briquet (CESSP, université Paris 1) ; Marion Carrel (CeRIES, université de Lille) ; Audrey Célestine (CERAPS, université de Lille) ; Jean-Gabriel Contamin (CERAPS, université de Lille) ; Fabien Desage (CERAPS, université de Lille) ; Pascale Dufour (CPDS, université de Montréal) ; Julien Talpin (CERAPS, université de Lille) ; Marie Saiget (CERAPS, université de Lille).

Comité d'organisation

Romain Busnel (CERAPS, université de Lille/CPDS, université de Montréal) ; Thomas Chevallier (CERAPS, université de Lille) ; Estelle Delaine (CESSP, EHESS) ; Cécile Talbot (CERAPS, université de Lille).

Bibliographie

Aït-Aoudia, Myriam, Bennani-Chraïbi, Mounia et Jean-Gabriel Contamin. 2011. « Indicateurs et vecteurs de la politisation des individus : les vertus heuristiques du croisement des regards ». *Critique internationale*, n° 50 (février): 9-20.

Auyero Javier et Güneş-Ayata Ayşe, 1997, *Favores por votos?: estudios sobre clientelismo político contemporáneo*, Buenos Aires, Losada.

- Auyero Javier, Lapegna Pablo et Poma Fernanda Page, 2010, « Contestation et patronage : intersections et interactions au microscope », *Revue internationale de politique comparée*, 5 octobre 2010, Vol. 17, n° 2, p. 71-102.
- Barrault-Stella, Lorenzo, Gaïti Brigitte, et Lehingue Patrick (dir.), 2019. *La politique désenchantée?: perspectives sociologiques autour des travaux de Daniel Gaxie*, Presses universitaires de Rennes, Rennes.
- Baudino Claudie, 2000, « La cause des femmes à l'épreuve de son institutionnalisation », *Politix*, 2000, vol. 13, n° 51, p. 81-112.
- Berger, Mathieu, Cefai, Daniel et Gayet-Viaud, Carole (dir.), 2011, *Du civil au politique*, Peter Lang, Bruxelles; New York.
- Boone Damien, 2013, *La politique racontée aux enfants : des apprentissages pris dans des dispositifs entre consensus et conflit : une étude des sentiers de la (dé) politisation des enfants.*, thèse, Université Lille 2.
- Briquet Jean-Louis, 1999, « Des amitiés paradoxales. Echanges intéressés et morale du désintéressement dans les relations de clientèle », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, 1999, vol. 12, n° 45, p. 7-20.
- Bizeul Daniel, « Les sociologues ont-ils des comptes à rendre ? Enquêter et publier sur le front national », *Sociétés contemporaines*, 2008/2 (n° 70), p. 95-113
- Brubaker Rogers, 2001. « Au-delà de l'«identité» », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2001, n° 139, n° 4, p. 66-85.
- Buton, François, Lehingue, Patrick, Mariot, Nicolas, Rozier, Sabine, 2016, « Introduction générale ». In Buton, François et al., (dir) *L'ordinaire du politique: Enquête sur les rapports profanes au politique*, Villeneuve-d'Ascq, Septentrion.
- Burawoy Michael, 2009, « Pour la sociologie publique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 18 mars 2009, n° 176-177, n° 1, p. 121-144.
- Carrel Marion, 2013, *Faire participer les habitants ?. Pauvreté, citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires*, Lyon, Ecole Normale Supérieure, 270 p.
- Cefai Daniel et Terzi Cédric (dir.), 2012, *L'expérience des problèmes publics*, Paris, France, Éditions. de l'École des hautes études en sciences sociales, DL 2012, 380 p.
- Chevallier Thomas, 2018, « Des publics pas si dépolitisés », *Politiques de communication*, N° 11, 2, p. 43-72.
- Collectif du 9 août, 2017. *Quand ils ont fermé l'usine. Lutter contre la délocalisation dans une économie globalisée*, Marseille, Agone, 286 pages.
- Combes Hélène et Vommaro Gabriel, 2012, « Relations clientélares ou politisation : pour dépasser certaines limites de l'étude du clientélisme », *Cahiers des Amériques latines*, 31 mars 2012, n° 69, p. 17-35.
- Delphy Christine, 2003. « Par où attaquer le « partage inégal » du « travail ménager » ? », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 22, n° 3, p. 47-71.
- Desage, Fabien et David Géranger. 2011. *La politique confisquée, sociologie des réformes et des institutions intercommunales*, Paris, Editions du Croquant.
- Devreux Anne-Marie, 2011, « Féminisme et syndicalisme : peut-on objectiver le savoir militant ? ». In Delphine Naudier et Maud Simonet-Cusset (dir.), *Des sociologues sans qualités ? : pratiques de recherche et engagements*, Paris, France, La Découverte, p. 62-79.
- Dewey John. 2010. *Le public et ses problèmes*, Paris, France, Gallimard, 336 pages.
- Duchesne, Sophie et Haegel, Florence, 2004, « La politisation des discussions, au croisement des logiques de spécialisation et de conflictualisation », *Revue française de science politique*, 2004, vol. 54, n° 6, p. 877-909.
- Dunezat Xavier, 2011, « Travail militant et/ou travail sociologique ? » dans *Des sociologues sans qualités ? Pratiques de recherche et engagements*, Paris, La Découverte.

- Dutoya Virginie et Hayat Samuel, 2016, « Prétendre représenter », *Revue française de science politique*, 22 février 2016, Vol. 66, n° 1, p. 7-25.
- Eliasoph Nina, 2010. *L'évitement du politique: comment les Américains produisent l'apathie dans la vie quotidienne*, traduit par Camille Hamidi, Paris, Économica, 352 p.
- Eliasoph Nina, 2011, *Making Volunteers: Civic Life after Welfare's End*, Princeton, Princeton University Press, 336 p.
- Eliasoph Nina et Lichterman Paul, 2003. « Culture in Interaction », *American Journal of Sociology*, 2003, vol. 108, n° 4, p. 735-794.
- Fassin Didier et Bensa Alban (dir.), 2008, *Les politiques de l'enquête: épreuves ethnographiques*, Paris, La Découverte (coll. « Recherches »), 331 p.
- Galerand Elsa et Kergoat Danièle, 2008. « Le potentiel subversif du rapport des femmes au travail », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 27, n° 2, p. 67-82.
- Gourgues Guillaume et Mazeaud Alice (dir.), 2018. *L'action publique saisie par ses « publics »: gouvernement et (dés)ordre politique*, Villeneuve d'Ascq, France : Presses universitaires du Septentrion.
- Hamidi Camille, 2010. *La société civile dans les cités : Engagement associatif et politisation dans des associations de quartier*, Paris, Economica, 230 p.
- Hamidi Camille, 2006, « Éléments pour une approche interactionniste de la politisation », *Revue française de science politique*, 2006, vol. 56, n° 1, p. 5-25.
- Hoggart Richard, 1970, *La Culture du Pauvre: Etude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, Paris, Les Editions de Minuit, 424 p.
- Ion Jacques, 2005, *Le travail social à l'épreuve du territoire*, Paris, Dunod.
- Lagroye Jacques, 2003. *La politisation*, s.l., Belin, 516 p.
- Le Gall Laurent, Offerlé Michel et Ploux François, 2012. *La politique sans en avoir l'air: aspects de la politique informelle, XIXe-XXIe siècle*, Rennes, PUR, 415 p.
- Le Bart Christian, Lefebvre Rémi et Collectif, 2005, *La proximité en politique : Usages, rhétoriques, pratiques*, Rennes, PU Rennes, 305 p.
- Lignier Wilfried et Pagis Julie, 2017, *L'enfance de l'ordre: comment les enfants perçoivent le monde social*, Paris, France, Seuil, 314 p.
- Masson, Dominique, 2015. « Institutionalizing, State Funding, and Advocacy in the Quebec's Women's Movement », in Ramos, Howard, et Rodgers Kathleen (dir.). *Protest and Politics*, Toronto : UBC Press
- Meier Petra et Paternotte David, 2017, *La professionnalisation des luttes pour l'égalité: genre et féminisme*, Louvain-la-Neuve, Belgique, Academia-l'Harmattan, 245 p.
- Mouffe Chantal, 1999, « Deliberative Democracy or Agonistic Pluralism? », *Social Research*, 1999, vol. 66, n° 3, p. 745-758.
- Neveu Catherine, 2003, *Citoyenneté et espace public: habitants, jeunes et citoyens dans une ville du Nord*, Villeneuve d'Ascq, France, Presses universitaires du Septentrion, 246 p.
- Nonjon Magali, 2006, *Quand la démocratie se professionnalise : enquête sur les experts de la participation*, Thèse de doctorat, Université Lille 2.
- Palomares Élise et Rabaud Aude, 2006, « Minoritaires et citoyens ? Faites vos preuves ! », *L'Homme et la société*, 2006, n° 160-161, p. 135-160.
- Parizet Raphaëlle, 2013, « La fabrique dépolitisée des élites locales », *Revue internationale de politique comparée*, 2013, Vol. 20, n° 4, p. 77-101.
- Paterson, Stephanie et Francesca Scala. 2017. « Gender Mainstreaming and the discursive Politics of Public Service Values », *Administrative Theory and Praxis*, 39 : 1, 1 - 18.
- Pette Mathilde, 2014, « Associations : les nouveaux guichets de l'immigration ? Du travail militant en préfecture », *Sociologie*, Vol. 5, 4, p. 405-421.
- Purenne, Anaïk. 2016. « Les luttes émancipatrices à l'heure de l'État néo-managérial : l'exemple de VANDU ». *Mouvements* n° 85 (1): 114-21.

- Saiget Marie, 2017, *Programmes internationaux et politisation de l'action collective des femmes dans l'entre-guerres: une sociologie des interventions sur le genre et les femmes au Burundi (1993-2015)*, Paris, France, 578 p.
- Scott James C., 2009. *La Domination et les arts de la résistance : Fragments du discours subalterne*, traduit par Olivier Ruchet, Paris, Editions Amsterdam.
- Simonet-Cusset Maud, 2010, *Le travail bénévole Engagement citoyen ou travail gratuit?*, Paris, La Dispute.
- Talpin Julien, 2011, *Schools of Democracy: How Ordinary Citizens*, Colchester : ECPR Press.
- Talpin Julien, 2016. *Community organizing : De l'émeute à l'alliance des classes populaires aux Etats-Unis*, s.l., Liber, 320 p.
- Thévenot Laurent et Michèle Lamont (dir.), 2000, *Rethinking comparative cultural sociology: repertoires of evaluation in France and the United States*, Cambridge, UK New York, Cambridge University Press, 375 p.
- Touraine Alain, 1983, *La méthode de l'intervention sociologique*, Paris, France, Atelier d'intervention sociologique, 99 p.